

ATELIER FSE 13/11/2003
FEMMES ET ECONOMIE SOLIDAIRE
ANIMATION : MADELEINE HERSENT

L'atelier « Femmes et économie solidaire » a été monté dans la dynamique du village solidaire de Saint- Denis, qui a fédéré environ 100 organisations de l'économie solidaire, désireuses de tisser des liens en Europe après la première impulsion d'échanges internationaux à Porto Alegre. Le Mouvement de l'Economie Solidaire a associé d'autres réseaux et collectifs qui font avancer la question « Femmes et Economie » dans des cadres et contextes différents : ASTER, ADEL, RE-ACTIVES, chantier « Femmes et économie » du Pôle Socio-Economie Solidaire de l'Alliance pour un Monde Responsable, pluriel et solidaire.

L'objectif de l'atelier est d'identifier les moteurs qui permettent aux initiatives de fonctionner et d'examiner les retombées de ces initiatives sur leur environnement. Le tour de table montre la diversité des expériences qui mettent cependant toutes en évidence l'apport des femmes dans l'économie (qui n'est pas systématiquement qualifiée de « solidaire ») en Europe comme en Afrique, en milieu urbain autant que rural, et souligne, tout en reconnaissant sa complexité, l'intérêt d'une approche de genre.

Tous les participants partagent le constat selon lequel les femmes sont très présentes dans les actions de développement local et qu'elles contribuent massivement aux projets pour l'autonomie des communautés.

Toutefois, la question de la reconnaissance de leur rôle et de leurs apports reste entière, d'où l'intérêt d'analyser dans un cadre international des expériences mises en œuvre dans des contextes sociaux, économiques et culturels très divers, de manière à collecter des éléments de réflexion et de comparaison sur les stratégies, les compétences, les difficultés, les obstacles ... pour dégager quelques axes de travail concrets susceptibles de faire sortir de la marginalité les initiatives économiques des femmes.

Une expérience portugaise, à Setubal, montre comment, dans un contexte de crise économique (fermeture des chantiers navals et des conserveries), une démarche, mise en œuvre dans le cadre d'un programme européen (NOW), a permis, grâce à un accompagnement adapté, d'agir conjointement sur l'intégration économique des femmes (par la création de coopératives), la valorisation des ressources de la communauté, de sa créativité (auto-estime du groupe) et le développement économique du territoire.

L'implication des femmes (plus enclines que les hommes à s'intéresser à des démarches innovantes, à s'engager collectivement pour le mieux être de la communauté...) dans cette démarche de développement local a induit des changements importants dans le fonctionnement des institutions et de la communauté, a fait véritablement émergé la question du droit des femmes. Une action a d'ailleurs

été menée avec de bons résultats sur les représentations des techniciens dans les administrations locales.

En Italie, c'est à partir de l'engagement d'un collectif féministe en faveur de la citoyenneté des femmes immigrées qu'est née, à Turin, l'association ALMA MATER qui a mené des actions concrètes pour intégrer dans l'économie les savoirs et les capacités de ces femmes, faire reconnaître leurs droits, leurs compétences d'analyse sociale...jusqu'à faire aboutir un projet de loi pour le soutien aux initiatives.

Le centre ainsi créé est devenu un véritable pôle de référence sur la question Femmes à Turin : pépinière d'activités, accueil des femmes, analyse politique, travail sur la validation des effets sociaux de la démarche...

En France, à Rouen, le point de départ d'une autre initiative collective de femmes a été la situation vécue dans un quartier d'habitat social très dégradé et abandonné par les pouvoirs publics : exaspération des habitants face à une politique du logement très discriminatoire et raciste, affrontements des jeunes avec la police, montée du chômage, difficultés de cohabitation entre des communautés immigrées et des déracinés d'origine rurale...

La mobilisation d'un groupe de femmes (25 nationalités : autochtones, immigrées d'Europe de l'Est diplômées, femmes du regroupement familial désireuses de travailler...) s'est réalisée sur une base très politique et citoyenne avec la volonté de changer les représentations, de casser les logiques communautaires, de promouvoir d'autres visions du monde, de la différence, du respect...tout en apportant des réponses concrètes aux problèmes de précarité.

Un restaurant interculturel (PLEIN SUD), véritable espace de médiation sociale, a été créé par le transfert des savoirs faire traditionnels culturels et sociaux vers la sphère marchande et professionnelle.

Cette action montre comment des femmes ont décidé de prendre part à l'action politique alors qu'elles étaient complètement hors des circuits administratifs, institutionnels...comment à travers une activité économique avec une plus value sociale indéniable (même si elle n'est que peu reconnue par les pouvoirs publics) elles renégocient une place dans leur propre famille et communauté, comment elles conquièrent le droit de citoyenneté en prenant part aux discussions avec les élus, en prouvant leur capacité d'innovation sociale. Même si elles ne votent pas, ces femmes immigrées sont réellement et durablement impliquées dans la vie politique locale...

D'autres initiatives, au Sénégal, en Grèce, au Pérou... inscrites dans le réseau ASTER (actrices sociales des territoires européens ruraux) soulignent la part croissante des femmes dans les économies locales et font la preuve que l'on peut transformer l'économie en agissant au quotidien sur des territoires fragiles .

Les actions présentées ont en commun la dimension transversale : lutte contre la pauvreté, santé, éducation/ prévention ,environnement... : coopératives agrotouristiques, banques communautaires, micro crédit, formation...

Leurs promotrices insistent toutes sur l'intérêt des échanges internationaux, la nécessité de trouver des solidarités nouvelles, d'être confortées...

Pour se développer et vivre ces initiatives doivent être en réseau et travailler au développement de compétences, à la validation des effets positifs par les pouvoirs publics locaux.

Le réseau est une condition de développement, il permet de gérer les relations au pouvoir, de garder le cap de la lutte contre l'exclusion, de la citoyenneté...d'éviter aux initiatives d'être happées par l'économie dominante...

Mais les réseaux sont souvent nés et ont été financés dans le cadre de programmes européens qui n'existent plus et ne sont pas relayés par d'autres dispositifs. Les réseaux d'acteurs ne disposent pratiquement daucun moyen.

Une mise en garde est faite concernant des réseaux qui se créent dans le sillage de forums et captent des financements alors qu'ils sont en fait des organisations classiques pyramidales.

Alors qu'il est crucial de travailler de manière dynamique, vivante, de mutualiser des compétences et des moyens, de capitaliser des expériences pour réussir à convaincre ensemble.